

Pierre-Marie GRONDIN â€“ pS-Eau

Le soutien aux initiatives locales - La priorité de l'aide au développement doit être de développer une capacité réelle de soutien aux initiatives locales. H2o-IRC janvier 2005.

Le soutien aux initiatives locales

l'interview de Pierre-Marie GRONDIN

directeur de pS-EAU, le programme Solidarité Eau  - France

propos recueillis par Martine LE BEC

Sources Nouvelles, IRC - janvier-février 2005

H2o - mars 2005

 

Le programme Solidarité Eau (pS-Eau) a f t  en novembre dernier son 20 me anniversaire. Créé en vue de faciliter l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays du sud, le réseau regroupe aujourd'hui plus de 4 000 partenaires, dont 3 200 implantés en Afrique, ou en liaison avec le continent. Notre entretien avec Pierre-Marie Grondin, directeur.

pS-Eau a été créé en 1984, avec quels objectifs ?

pS-Eau a été créé en vue de faciliter les initiatives locales de coopération internationale et d'encourager la cohérence de ces actions. Pour atteindre ces objectifs, l'association développe des activités d'échange et de concertation, de capitalisation, de diffusion de l'information, d'appui aux porteurs de projet et d'animation de groupes de travail. Bien que prépondérant, le conseil et l'accompagnement gratuit des ONG et des collectivités n'absorbe qu'une part minime de notre budget  ; l'essentiel (au moins 80 %) est dédié à la conduite de programmes de recherche-action et à la conduite d'actions spécifiques en réponses aux demandes de ses membres. pS-Eau anime ainsi un certain nombre de programmes géographiques (en Méditerranée ainsi que sur le bassin du fleuve Sénégal) ou thématiques : l'eau potable et l'assainissement dans les quartiers périurbains, la gestion des déchets et de l'assainissement ou encore la relation entre les migrations, le développement et l'initiative économique.à

En tant qu'animateur - ou "booster" - de projets, quelle appréciation portez-vous sur la coopération internationale ? En vingt ans, comment le paysage s'est-il transformé et comment ces évolutions sont-elles appréhendées en France ?

Le paysage s'est effectivement profondément transformé. La coopération s'est notamment très largement déconcentrée. Cela pose d'ailleurs en France un certain nombre de problèmes. Il y a d'un côté, la volonté des pouvoirs publics de concentrer leurs appuis sur un nombre limité d'acteurs disposant d'une forte capacité d'action et, de l'autre côté, la réalité : une multitude de petites structures qui sont maintenant autant d'acteurs de la coopération décentralisée. Cela est une caractéristique française, autant issue de la loi de 1901 que de l'existence de près de 36 000 communes. En définitive, alors que les fonds existent, les petites collectivités et organisations non gouvernementales éprouvent de nombreuses difficultés pour trouver des appuis régionaux. Qui plus est, lorsque les fonds sont bloqués, c'est toujours tardivement.

Comment sur le terrain se traduit cette déconcentration de la coopération ?

Les fonds disponibles sont de plus en plus directement orientés vers les agences locales, implantées dans les pays en développement. C'est une démarche engagée depuis déjà un certain temps mais qui a parfois des difficultés à se concrétiser sur le terrain. Cette déconcentration est aussi dépendante de l'évolution de la politique d'appui au développement du gouvernement français. Des instances de concertation ont été mises en place, entre le MAE (Affaires Étrangères), l'AFD (Agence française de développement), le MEDD (Milieu, Écologie et Développement durable), le MINERFI (Finances) et la société civile, par le biais notamment du HCCI (Haut Comité de la Coopération Internationale) et du CICID, le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID), créé fin 1999.

Vous jugeriez la politique française plus ou moins bien adaptée par rapport aux autres politiques, allemande, anglaise ou néerlandaise ?

Chaque pays a ses spécificités et ses outils, et il n'existe sans doute pas de solution miracle. Qu'elles soient suisse, allemande, néerlandaise, française ou anglaise, les politiques de coopération ont un point commun : la discontinuité. Il y a parfois des revirements spectaculaires et qui ne sont pas toujours liés, loin s'en faut, à l'efficacité - ou l'inefficacité - des aides.

Quelles sont les solutions que l'État-Eau privilégierait ?

Il s'agirait prioritairement de développer une capacité réelle à aider et soutenir les initiatives locales. Pour l'instant, la majeure partie des aides repose sur des fonds "souverains", dirigés vers les États alors qu'il s'agirait au contraire d'orienter les fonds directement vers les acteurs locaux. Aujourd'hui les besoins s'orientent aussi davantage sur la pérennisation des services. Le plus souvent, les services et les structures ont été mis en place, mais ils sont peu performants et pas rentables. Les fonds arrivent lorsque plus rien ne marche et qu'il faut tout recommencer. Là-dessus vient se greffer un autre problème : celui d'une fiscalité locale en général très faible. La fiscalité - comme les factures d'eau - remonte à la capitale et ne redescend qu'avec retard et jamais intégralement. Des réformes sont en cours dans certains pays mais qu'il faut accompagner et renforcer. Bien souvent les collectivités locales n'ont pas non plus la personnalité morale, et se retrouvent donc dans l'incapacité absolue de travailler avec les banques et donc d'emprunter.

Les acteurs locaux ont-ils d'ailleurs les capacités requises, notamment de gestion ?

Pas forcément. L'enseignement et la formation ont progressivement été délaissés dans la coopération. Il en résulte le niveau de qualification a beaucoup baissé dans de nombreux pays. En fait, cela a joué comme un effet de ciseaux :

parallèlement à la mise en place de stratégies de développement, les directions de l'eau et de l'assainissement se sont dotées de gens très qualifiés mais, en face, au niveau local, il y a de moins en moins de techniciens disposant d'une réelle capacité d'intervention. Là aussi des retards considérables ont été pris, il s'agit aussi maintenant de rattraper.